

Chapitre/Chapter 4

La tradition pacifiste des instituteurs et institutrices anarcho-syndicalistes français et leur congrès de 1912 à Chambéry

Francis Feeley

Selon des statistiques fournies par *The War Times Journal*, pendant la première guerre mondiale, 11% de la population entière de la France a été tuée ou blessée, 8% de la population de la Grande-Bretagne et 9% de la population de l'Allemagne. Les États-Unis, qui ne sont entrés en guerre qu'en avril 1917, ont eu 0.37% de leur population tuée ou blessée.(1)

Dans son livre, *Une Histoire politique de l'armée, de Pétain à Pétain (1919 – 1942)*, l'historien Jacques Nobécourt a écrit :

De janvier à septembre 1917, les forces françaises du Nord-Est avaient été diminuées de 600 000 hommes. De juin à décembre, l'allié britannique avait perdu 450 000 hommes. Le destin était entre les mains du président Wilson. . . .

Mais l'effort de la France avait été prodigieux : 17,6 pour cent des mobilisés tombés, un peu plus qu'en Autriche-Hongrie. Ils représentaient 10,5 pour cent de la population masculine active, un homme sur vingt-huit habitants. 25 pour cent des moins de trente ans étaient mort ou disparus.

Quant à la qualité des mort, tout relevé des pertes par profession était difficile. Mais l'École normale supérieure par exemple avait vu disparaître 143 des ses élèves et anciens élèves, sur 346 mobilisés, plus de 40 pour cent de l'élite universitaire française.(2)

Les historiens sont d'accord que la France a payé très cher pendant la première guerre mondiale, une guerre « meurtrière ».

I. Sur des motivations intellectuelles : Un témoignage personnel.

Mon premier intérêt pour la France vient de mes lectures à l'université sur le siècle des lumières. J'ai conservé jusqu'à aujourd'hui les livres de Rousseau, de Voltaire, de Diderot et de Condorcet, avec de brèves biographies. En lisant ces livres, je me rappelle, il me semblait que j'en étais comme « ragaillardé ». Ces lectures ont remué l'imagination du jeune homme qui avait grandi dans la vallée du Rio Grande au Texas.

Je suis venu en France pour la première fois en juillet 1965. J'avais 19 ans et je me rendais en auto-stop dans le sud de l'Allemagne, avec un exemplaire de *Portrait of an Artist as a Young Man*, de James Joyce, dans mon baluchon. Mon projet, cet été là, était de perfectionner mon allemand. J'avais étudié l'allemand dans une petite université du Texas pendant deux années, et j'espérais pouvoir répondre à l'attente de ma mère et revenir au Texas en parlant couramment « la langue de Goethe, » qui était sa deuxième langue. J'ai échoué dans ce projet, mais elle n'a pas connu la déception, étant décédée dix ans auparavant.

Cependant, c'était un autre projet, totalement imprévu alors, qui a attiré mon attention. Entre mon arrivée à l'aéroport de Shannon en Irlande et ma destination de Hof-am-Saale, au nord de Nuremberg en Bavière, j'avais traversé Paris, et avais été frappé par le spectacle omniprésent de petites vieilles habillées de noir - les veuves de guerre, m'avait-on dit - et par d'étranges signes dans les transports publics – dans les autobus comme dans le métro - où les sièges en bois portaient de petites plaques de bronze « *réserve aux mutilés de guerre* ». J'ai été frappé par ces rappels constants de la guerre, par la présence têtue des victimes elles-mêmes et de leurs défenseurs ; c'était une expérience troublante, comme de s'approcher d'un cimetière un jour de Toussaint.

J'étais moi-même orphelin et je me suis senti rapidement à l'aise dans une nation d'orphelins et de veuves, telle que je percevais la France pour la première fois en 1965. Mes études postérieures en histoire française m'enseigneront la complexité des traditions françaises et de sa culture. Il y avait, je l'ai découvert, beaucoup plus à apprendre de cette société que les aspects superficiels que j'avais découvert à l'âge de dix-neuf ans. La France ne se résumait pas à une nation d'orphelins et de veuves.

A ce moment-là, au cours de cette première et très brève visite en France, je sentais seulement qu'il y avait quelque chose d'important qui s'offrait à moi, que, sous l'apparence de la « belle vie », cette nation avait vécu une expérience douloureuse et qu'elle avait survécu d'une façon ou d'une autre pour voir des jours meilleurs. Il y avait une joie de vivre ici, différente de ce que j'avais éprouvé ailleurs.

Venu du Texas, où les sentiments « machos » ont produit dans la culture dominante une *weltanschauung* plus ou moins stoïque, je ressentais un soulagement immédiat en constatant qu'une plus grande diversité de sentiments jouait un rôle important dans la communication et la compréhension des autres. L'expérience collective de la guerre et de la mort à grande échelle semblait avoir conduit les français à mieux apprécier la vie.

De retour à l'université du Texas en automne, je changeais de matière principale - plutôt que la littérature je choisisais d'étudier l'histoire - et de deuxième langue étrangère : au lieu de l'allemand, je me mettais au français. Avec l'aide d'un professeur de français bien disposé, qui avait passé longtemps auparavant une année mémorable comme étudiant à Lyon, je composais mon propre programme d'études à l'étranger, et, l'année suivante, m'inscrivais dans une école à Aix-en-Provence. J'avais vingt et un ans, et avais éprouvé un coup de foudre pour la France.

Plus tard, je revenais aux Etats-Unis, à Madison, dans le Wisconsin pour y continuer mes études d'histoire. C'était grâce à ces études d'histoire sociale dans le cadre d'un doctorat de l'université du Wisconsin que j'ai approfondi mes sentiments pour la France, avec des informations et une épistémologie qui m'ont ouvert beaucoup de nouvelles portes. C'était la période de la guerre du Vietnam, après les événements de mai/juin 1968 en Amérique et en France. J'ai commencé avec sérieux mes études, entouré par des activistes et des radicaux, dans un département d'histoire où la recherche des causes fondamentales des phénomènes du passé comme de la période contemporaine était une pratique quotidienne. C'était une expérience passionnante où il fallait courage et honnêteté intellectuelle pour faire face à l'indifférence des entreprises privées et à l'hostilité des politiciens conservateurs.

C'est à l'Université du Wisconsin que j'ai commencé à lire des ouvrages sur la Révolution française et sur les mouvements démocratiques qui l'ont suivie et qui formèrent la conscience

collective de la nation, jusqu'aux mouvements de résistance de la deuxième guerre mondiale et au-delà. Les philosophies sociales de Sartre et de Simone de Beauvoir, d'Albert Camus et d'Henri Lefèvre étaient des lectures exigées en troisième cycle, à l'Université du Wisconsin, et plus tard ces lectures furent complétées par les travaux de Claude Lévi-Strauss, de Louis Althusser, de Gilles Deleuze, de Félix Guattari et de Michel Foucault. Je ne suis jamais vraiment devenu membre d'un mouvement – « existentialiste », « structuraliste », « post-structuraliste », ou « post-moderniste »... J'ai plutôt tiré tout le parti possible de ces discussions tout en développant ma propre épistémologie éclectique pour étudier les rapports sociaux passés et présents.

Bientôt, mes études d'histoire sociale m'ont ramené en France, où j'ai passé quatre ans dans les archives et les bibliothèques, effectuant des recherches sur la troisième République. Le sujet que j'avais choisi d'étudier concernait les instituteurs avant la première guerre mondiale, et particulièrement ceux qui ont été attirés par les idéologies socialistes et les activités pacifistes. J'avais l'intention de faire une étude phénoménologique de la conscience de classe sociale parmi ces enseignants pour déterminer ce qui, dans leur vie quotidienne, au travail et dans les communautés où ils vivaient, les avait destinés à rejoindre la CGT par milliers, et à lire les informations et analyses des publications socialistes comme des journaux révolutionnaires *La vie ouvrière*, *L'École Émancipée*, *La Voix du Peuple*, etc.... Très peu avait été écrit sur ce sujet et pratiquement rien sur les instituteurs pacifistes.

II. Sur les rythmes historiques : Une recherche.

Vers la fin de l'été de 1912, Chambéry accueillit un colloque pacifiste, auquel assistèrent des dizaines de pacifistes et d'activistes hostiles à la guerre. En outre, comme notre propre réunion, ce premier colloque fut programmé sur plus d'une journée et réunit des enseignants de l'éducation publique et des maîtres d'école. Ces enseignants réunis à Chambéry en 1912 se trouvaient dans un contexte historique différent du nôtre: la première guerre mondiale approchait et ils étaient venus pour discuter des effets que cette guerre qui s'annonçait produirait sur leur environnement, leur famille, et leur travail d'enseignant.

Ces instituteurs français étaient sur le point de s'engager dans la résistance à la guerre et ils cherchaient à mettre au point la tactique efficace qui leur permettrait résister à ces massacres dont ils pressentaient l'imminence. Le 16 août 1912 environ 46 représentants de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs et d'Institutrices (FNSI) se sont donc réunis en congrès annuel, avec un ordre du jour qui incluait des discussions sur le sexisme, le militarisme, et l'aliénation dans le système d'éducation publique et dans la société française en général. À leur ordre du jour figurait également la question de renforcer les liens avec le mouvement ouvrier pour s'opposer à la guerre.

Ces enseignants s'étaient rassemblés à Marseille l'année précédente, en avril 1911, pour discuter des réformes pédagogiques dans les écoles primaires, et l'année qui suivit leur congrès de Chambéry, ils se sont à nouveau réunis à Bourges, en septembre 1913. Cette fois, le seul point à l'ordre du jour était de discuter de leur propre survie comme association, face à l'attaque menée par l'État français contre leur syndicat. Pourquoi la réunion de 1912 à Chambéry avait-elle provoqué une réaction aussi forte de la part de la bureaucratie d'État ?

Au dernier jour de cette conférence, les 46 délégués, représentant plusieurs milliers d'instituteurs et d'institutrices dans des centaines d'écoles à travers la France, avaient voté pour soutenir un collègue appelé Rousset, qui avait lui-même défendu les droits d'un autre

enseignant nommé Aernout. Ce dernier avait été révoqué de l'école où il enseignait en raison de ses critiques ouvertes contre le militarisme.(3)

En plus de la manifestation de leur conscience de classe et de leur solidarité professionnelle, ces délégués de la FNSI à Chambéry représentaient une menace plus grande encore pour l'ordre établi dans ce contexte de l'avant première guerre mondiale. Ils avaient voté, à la fin de leur conférence en 1912, en faveur du *Sou du soldat* (littéralement « centimes pour des soldats »), qui permettait de subvenir à la distribution de littérature pacifiste dans l'armée française et afin que les instituteurs conscrits puissent continuer à lire leurs périodiques professionnels, comme *l'École Émancipée* et *l'Émancipation et l'Instituteur* – publications qui exprimaient régulièrement des sentiments anti-militaristes. Dans les esprits de beaucoup d'administrateurs d'école, il s'agissait d'un acte de trahison pure et simple.

Dans cet article, j'essaierai de démontrer pourquoi la féroce répression d'État contre ces instituteurs français pacifistes fut jugée nécessaire dès 1912. La menace qu'ils représentaient pour l'ordre capitaliste international n'était pas imaginaire, l'analyse qu'ils faisaient des causes de la guerre représentait un véritable danger pour les intérêts en faveur de celle-ci, parce qu'elle menaçait de renverser l'ordre des choses et d'établir une nouvelle hiérarchie de valeurs où la nature, la société, et la vie humaine seraient placées au-dessus de la production, des bénéfices, et des intérêts des grandes entreprises. Ces enseignants représentaient une culture révolutionnaire authentique, dont les stratégies, les tactiques et les logistiques militaient en faveur de la paix.

La jeune intelligentsia française du début de la III^{ème} République avait reçu une éducation laïque. Cela était dû en partie à l'infâme *Affaire Dreyfus* de la fin du XIX^e siècle ; un capitaine de l'armée française, d'origine juive, avait alors été transformé en bouc émissaire par les dirigeants, principalement catholiques, dont certains s'étaient eux-mêmes rendus coupables de vendre des secrets militaires à l'Allemagne. Mais une autre raison expliquait ce courant de pensée anti-religieux : ces milliers d'instituteurs nouvellement formés étaient les héritiers du siècle des lumières et de la Révolution française. On leur avait enseigné que la *Raison* doit remplacer la superstition, et que la curiosité intellectuelle est supérieure à l'obéissance inconditionnelle.

Ce qu'avaient acquis ces futurs maîtres d'école et ce qu'ils transmettaient aux jeunes citoyens dont ils avaient l'éducation en charge, était une qualité, en grande partie perdue aujourd'hui : ils disposaient d'une méthode pour découvrir *les scénarios qui relient les* morceaux particuliers à une configuration totale, en sorte que « *la forêt et les arbres* » peuvent être perçus en même temps. En d'autres termes, ils les formaient pour produire une activité intellectuelle qui provienne d'une identité non-aliénée, qu'il s'agisse de la nature ou de la société, et qui permette de se percevoir en tant qu'élément d'une structure entière qui, par définition, doit avoir un commencement, un milieu, et une fin – et, si tout va bien, une fin éloignée.

Comment était-il possible que ces instituteurs réunis à Chambéry en 1912 aient possédé la capacité de percevoir avec certitude ce que d'autres ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas voir ? Quelle était l'expérience qui leur avait donné la capacité de prendre les mesures nécessaires pour préparer la résistance à la guerre impérialiste de conquête ? Quelles étaient les sources de ce courage exceptionnel qui leur permettait de regarder directement la réalité, et de comprendre intuitivement les conséquences logiques des tendances sociales et politiques qu'ils observaient dans le quotidien autour d'eux ?

Dans cet essai, nous montrerons que la réponse à la première question est que ces perceptions peu communes étaient facilitées par la connaissance qu'ils avaient du passé et par leur compréhension de son rapport avec le futur.

A la deuxième question, nous croyons pouvoir répondre en regardant les liens affectifs forts que ces instituteurs entretenaient dans la salle de classe avec leurs élèves, dont ils cherchaient à cultiver et à protéger le potentiel intellectuel et spirituel contre les dangers spécifiques qu'ils percevaient, et notamment l'un d'entre eux, le *militarisme*.

Est-il possible que ces instituteurs, création de la III^{ème} République, soient encore les représentants d'une culture politique éclairée dans un contexte social qui récompense plus souvent la conformité et l'obéissance intellectuelles et une forme d'activité mentale où la priorité est donnée à la précision, au jargon technique, et aux calculs quantitatifs plutôt qu'à l'exactitude, à la communication globale, et à l'organisation qualitative des rapports entre les composantes d'une configuration donnée ?

Nous démontrerons que la réponse à cette question est que les instituteurs pacifistes avaient développé l'art de la pensée dialectique en termes abstraits qui encourage la pensée systémique et leur permettait de relier les morceaux spécifiques au système entier (d'une manière non-téléologique). Cette manière de penser est distincte de la pensée analytique qui reste le cachet de la plupart des établissements universitaires. Les méthodes et les théories adoptées par les enseignants liés au mouvement anarcho-syndicaliste de la fin du XIX^e siècle représentent un legs que beaucoup de chercheurs scientifiques et de militants politiques trouvent toujours utiles pour développer une approche stratégique différente, mais conciliable avec la pensée non-dialectique du *positivisme logique* qui ne traite pas des relations systémiques dans la transition, et s'intéresse seulement aux termes partiels de *cause-et-effet* dans un état statique. Lorsqu'elle est utilisée exclusivement, la *pensée analytique* ignore les besoins humains importants, et représente, en effet, comme toujours, un danger pour la société et son environnement au sens le plus large. La pédagogie du syndicalisme révolutionnaire traitait de ce problème, et c'était nécessairement une pédagogie basée sur la praxis.

Dans la Partie III de cet essai, nous examinerons la culture anarcho-syndicaliste pendant la III^e République et ses influences sur des milliers de pacifistes lors de la première guerre mondiale.

Dans la section (a) de la Partie III, « **le passé dans le présent** », nous essayerons de décrire certains modes de comportement historique qui ont influencé les pensées et les actions de ces enseignants réunis à Chambéry en 1912. Nous examinerons alors tout particulièrement les connaissances historiques qui guidaient ces enseignants pacifistes, membres de l'intelligentsia européenne du début du XX^{ème} siècle, dont le métier était de transmettre leur culture à une génération future et d'assurer que la connaissance du passé survive.

Dans la section (b) ci-dessous, « **le futur dans le présent** », nous explorerons brièvement les présupposés de ces instituteurs pacifistes, afin d'expliquer la qualité de leur engagement pour un futur sans guerre. Pour mieux comprendre le degré peu commun de courage qui soutenait leurs convictions, nous replacerons leurs aspirations à futur socialiste dans le contexte de leur participation au mouvement pacifiste d'avant la première guerre mondiale, et de leurs efforts pour imaginer un nouveau *scénario* pour le futur.

Ensuite, dans la section (c), « **le futur comme probabilité** », nous regarderons brièvement les tendances structurales de l'économie politique qui ont conduit la France dans la guerre, contre la volonté des pacifistes. Nous suggérerons qu'un *scénario* existe, reliant ces mêmes rapports économiques et politiques dans la société, au-delà de la première guerre mondiale, jusqu'à aujourd'hui, et vraisemblablement dans le futur.

En conclusion, dans la dernière section de cet essai, nous jetterons un coup d'œil à l'épistémologie de ces enseignants anarcho-syndicalistes pour essayer de déterminer la hiérarchie des valeurs qu'ils ont adoptées (en opposition à l'égalitarisme libéral, c'est-à-dire l'interchangeabilité de l'être humain) et le rapport de cette hiérarchie avec leur engagement pour une *démocratie sociale* (en opposition avec le concept plus limité de *démocratie impériale* de la culture capitaliste). Nous avons appelé cette section « **le futur comme possibilité** », la présence d'un socialisme naissant dans la société capitaliste.

III. Sur la culture anarcho-syndicaliste parmi les instituteurs pacifistes au moment de la première guerre mondiale : Une découverte.

a. Le passé dans le présent : Orphelins et veuves de guerre.

*Allons enfants de la Patrie
Le jour de gloire est arrivé...(4)*

En 1914, chaque écolier savait que Napoléon avait pu rassembler très facilement près de 600.000 hommes pour envahir la Russie au mois de juin 1812. Sa "Grande Armée" était arrivée à Moscou le 14 septembre, et il avait donné l'ordre de la retraite fatale de Moscou le 19 octobre, au moment où les négociations avec le gouvernement russe avaient échoué et où la capitale avait été largement détruite par le feu. Ses troupes avaient été ravagées par l'hiver russe, et avaient souffert de lourdes pertes en traversant le fleuve Berezina entre le 26 et le 28 novembre.

Napoléon abandonna ses soldats le 5 décembre pour se sauver à Paris, et le 14 décembre, selon le professeur Gordon Wright de l'Université de Stanford, le Maréchal Ney « traversa en bon ordre la frontière de la Pologne avec 350 hommes moitié-gelés, moitié-affamés » - c'était tout ce qui restait de la Grande Armée de Napoléon à la fin de 1812. En moins de six mois, plus d'un demi-million de soldats de son armée d'invasion avaient trouvé la mort par la maladie, le froid, ou la faim. C'était un tournant dans la carrière de Napoléon.

En dépit de cette catastrophe, Napoléon réussit quand même à recruter 250 000 soldats au printemps 1813, pour la plupart des paysans. En octobre de la même année, ses troupes furent à nouveau décimées dans la « bataille des nations » près de la ville de Leipzig. Les Prussiens avaient rejoint les Anglais et les Russes pour lutter contre Napoléon, et ses ennemis seraient bientôt renforcés par d'importantes troupes venues d'Autriche, et même des Pays-Bas. Paris capitula le 30 mars 1813, et quelques jours plus tard la plupart des maréchaux de Napoléon l'informèrent de leur intention de se rendre. Le reste est histoire....(5)

« *Bêler comme des moutons menés à l'abattage...* »(6)
avril 1917

<http://www.richthofen.com/ww1sum/>

Un siècle plus tard, le même *scénario* se reproduit : avec une nouvelle armée, de nouveaux chefs charismatiques et de nouvelles promesses de splendeur et de victoires époustouflantes – toutes ces idées qui donnent un pouvoir de vie et de mort sur des milliers de jeunes français crédules-. Les officiers ambitieux comme les généraux Foch, Joffre, Pétain et Nivelle considéraient les simples soldats comme des moyens leur permettant d’atteindre un objectif, et peut-être comme une opportunité pour avancer dans leur propre carrière. Le général Ferdinand Foch, l'architecte du *Plan XVII*, calcula qu’un grand nombre de ses soldats pouvaient être sacrifiés et qu'un niveau élevé de martyrs parmi ses troupes était acceptable ; il s’agissait d’un élément de sa tactique « d’offensive à outrance » pour vaincre l'ennemi une fois que ses munitions seraient dépensées.

Ce fut la tactique française à la première bataille de la Marne en septembre 1914, où le Général Foch lui-même dirigea la neuvième armée, sous le commandement du généralissime Joffre. Un million et demi de soldats allemands avaient envahi le sud de la Belgique refoulant un million de soldats français, renforcés par plus de 100.000 soldats britanniques. La retraite ordonnée connut une pause quand les alliés attaquèrent un espace dans la ligne allemande lors de la bataille de la Marne, le 6 septembre. Quand les Allemands ne furent qu’à trente minutes de Paris, un grand nombre de soldats français furent envoyés par Joffre de Paris vers la Marne pour attaquer l'armée allemande qui avançait. Trois jours plus tard, du 6 au 9 septembre 1914, plus d’un demi million de soldats furent tués ou blessés avant que les Allemands ne se retirent au nord, dans une position de défense, sur le fleuve Aisne. (7)

En dépit des lourdes pertes de la bataille de la Marne, en octobre 1914, le Général Foch fut promu au commandement en chef de l'armée française avec le généralissime Joffre, et bientôt ces hommes nommèrent le général Pétain responsable de la défense de Verdun.

Stratégie militaire

Verdun n’était plus une forteresse stratégique, de n’importe quel point de vue, la défense française aurait été plus forte sans Verdun. La chute rapide de Liège et de Namur au début de la guerre avait convaincu Joffre que les forteresses étaient inutiles ; les canons avaient été enlevés de Verdun, ce que les français ignoraient. Pour eux, Verdun était toujours la pierre angulaire de leur défense, barrant la route aux Allemands.

La stratégie du commandement allemand était de vaincre l’ennemi anglais, le rival industriel de l’Allemagne, « le cœur de la résistance » à l'expansion allemande. Par la suite, les chefs allemands pensèrent qu’une guerre totale avec des sous-marins serait la solution, mais l'Allemagne ne disposait pas encore d’assez de sous-marins. La tactique allemande au début de 1916 était de priver les Anglais de leur allié continental. Le Commandant allemand, Erich Von Falkenhayn, proposa de « saigner les Français à blanc ». La Bataille de Verdun n’était pas une stratégie militaire pour défendre une place dont la prise apporterait un avantage stratégique. C’était une « politique de l'usure » que l'armée allemande avait adoptée pour tuer autant de soldats français que possible, tout en ayant un minimum de morts et de blessés allemands. La bataille de Verdun atteignit cet objectif symbolique.

Le 21 février 1916, un bombardement toucha l’archevêché de Verdun. C’était le signal de l'attaque allemande et le premier des bombardements énormes qui caractériseront la guerre en 1916. Les troupes françaises souffrirent de pertes élevées dès les premiers jours de l'attaque ; le général Joffre était peu disposé à envoyer des renforts car la victoire n'apporterait aucun avantage stratégique. Tout changea, cependant, la nuit du 24 février, quand le Premier

Ministre, Aristide Briand, arriva de Paris. Dans le quartier des officiers, il dit simplement aux généraux, y compris à Joffre, « Vous pouvez ne pas penser que la perte de Verdun est une défaite, mais tous les autres le penseront ! Si vous abandonnez Verdun, vous serez des lâches, des lâches, et je vous ferai virer, vous tous ! » (8)

Verdun était sans importance militaire, mais une défaite française aurait des répercussions politiques, et Briand savait que la chute de Verdun entraînerait celle de son propre gouvernement. Pendant les quatre premiers mois de cette bataille célèbre, entre le 21 février et la fin du mois de juin 1916, il y eut 315.000 morts et blessés du côté français, et 281.000 du côté allemand. (9)

De la même manière qu'il était impossible de convaincre les Français que Verdun ne valait pas le prix de sa défense, il était devenu impossible de convaincre l'opinion publique allemande que Verdun ne valait pas le prix de sa conquête. Ce qui commença comme une tactique allemande pour tuer autant de Français que possible par des tirs d'artillerie, à un coût minimum pour les troupes allemandes, se transforma très vite en une lutte « héroïque ». Plongés dans le chaudron de la destruction, les Allemands imaginaient qu'ils combattaient pour un objectif capital et ils cessèrent d'évaluer le coût en vies humaines. Verdun est l'épisode le plus insensé de la première guerre mondiale : les deux camps se firent la guerre avec comme seul objectif de se combattre et de se tuer l'un l'autre. Il n'y avait rien à gagner ou à perdre, seulement « la gloire » et la mort. Cependant, malgré de nombreux accidents dans l'armée française pendant les premiers mois de la bataille de Verdun, le commandant des troupes défensives, le général Pétain, colonel au début de la guerre, deviendra bien plus tard maréchal et finalement chef de l'État français en 1940, en raison de son commandement « réussi » dans la défense de Verdun. (10)

Le généralissime Joffre et ses alliés britanniques avaient projeté de détourner les forces allemandes de Verdun grâce à une offensive britannique sur la Somme. Ironiquement, la bataille de la Somme est devenue la scène d'une catastrophe humaine encore plus grande que celle de Verdun. Pendant le premier jour de l'attaque, le 1er juillet 1916, les Britanniques perdirent 60.000 hommes, dont 20.000 tués directement sur le champ de bataille. C'était la plus lourde perte jamais soufferte en un seul jour dans la première guerre mondiale. Avant la fin de cette bataille infâme, cinq mois plus tard, le 13 novembre 1916, les Anglais avaient perdu un total de 420.000 hommes, les Français presque 200.000, et les Allemands à peu près 450.000. (11)

Stratégiquement, la bataille de la Somme est considérée par les historiens militaires comme une défaite pour les alliés. La victoire prétendue était fondée sur l'idée que cette bataille avait démoralisé l'armée allemande --mais pas au point de la mettre en déroute. Les grandes pertes avaient eu le même effet sur les armées britannique et française. A partir de 1916, la guerre avait perdu son sens stratégique. Elle était devenue un processus de production industrielle : la production en série de la douleur humaine. Les corps des hommes étaient sacrifiés sans aucun but stratégique ; aussi, vers la fin de l'année 1916, la guerre perdit rapidement le soutien de l'opinion publique. C'est à ce moment que le mouvement français pacifiste commença à reprendre souffle.

Le 19 décembre, les Allemands abandonnèrent leurs attaques pour la conquête symbolique de la forteresse de Verdun. Après dix mois de combats, le nombre global des pertes avait excédé 700.000 hommes : 120.000 soldats français avaient été tués sur le champ de la bataille, et 100.000 de leurs adversaires allemands avaient connu le même destin. (12)

La prochaine scène de carnage se produirait le printemps suivant ; elle débuta le 16 avril 1917 sur le célèbre « Chemin des Dames », près de la ville de Soissons, sous le commandement du Général Nivelle ; les forces alliées perdirent 40.000 hommes dès le premier jour. Quatre semaines plus tard, les alliés avaient perdu environ 350.000 hommes sans aucun gain territorial

Cette série de sacrifices massifs de vies humaines est à l'origine des révoltes de 1917. Nivelle fut jugé incompetent, et sera envoyé en Afrique du Nord dans le déshonneur, alors que les soldats dissidents seront sanctionnés par leur nouveau chef, le Général Pétain. (13)

C'était le généralissime Joffre qui avait choisi Robert Nivelle en avril 1916 pour remplacer Pétain comme commandant à Verdun. Pétain, spécialiste de la tactique défensive, n'avait pas impressionné son Commandant pendant ses deux premiers mois de commandement à Verdun. À la différence de Pétain, Nivelle était un disciple de la doctrine militaire de Foch, « l'offensive à outrance ». Nivelle était plus jeune et réputé avoir été un bel homme, éloquent à la fois en français et en anglais. Il avait bonne réputation dans les journaux et il était de plus en plus apprécié par les milieux politiques à Londres comme à Paris. Il était attrayant, charmant, persuasif ; et il avait en particulier les faveurs des Premiers Ministres Lloyd George et Aristide Briand.

Ainsi, pendant une période brève, le Maréchal Robert-Georges Nivelle était devenu l'un des chefs français les plus charismatiques de la guerre. Après avoir été associé à la « victoire » de Verdun en 1916, Nivelle devint un héros national. Sa popularité continua de grandir, et par la suite il fut choisi pour remplacer le général Joffre comme commandant de l'armée française. Puis, avec le soutien ardent de deux Premiers Ministres, Lloyd George et Aristide Briand, le général Nivelle fut promu « commandant suprême sur le front occidental, » avec les généraux britanniques, parmi lesquels le maréchal Douglas Haig, commandant de l'armée britannique, placés sous son commandement.

En avril 1917, le Général Nivelle fut invité à s'adresser directement aux législateurs des Parlements de Londres et de Paris, il leur annonça qu'il avait « découvert le secret de la victoire ». (14) Dans ses mémoires, Winston Churchill, s'est référé plus tard à l'« expérience de Neville » aux Chemin des Dames, expérience qui, avant qu'elle ne se termine en mai 1917, avait coûté la vie à 220.000 hommes placés sous son commandement. Pendant cette période de carnage, un événement « profondément inquiétant », selon Churchill, fit son apparition parmi les soldats français : la résistance et la désobéissance devinrent manifestes. « Un régiment français s'est mis à bêler comme des moutons menés à l'abattage, » selon des témoins de cette tentative pathétique de protestation. Les révoltes, les abandons et les capitulations en masse devinrent des événements courants dans les régiments allemands et français. (15)

Finalement, le Général Pétain, appelé pour remplacer Nivelle vers la fin du mois d'avril 1917, rétablit l'ordre en utilisant la technique classique des exécutions publiques pour éliminer les dirigeants du mouvement de résistance, en même temps qu'il accordait quelques privilèges à d'autres. Le tribunal militaire français punit 427 soldats accusés de révolte. Cinq cent cinquante sept hommes furent condamnés à mort. Pétain n'accorda aucune grâce. (16)

b. Le futur dans le présent: Le mouvement pacifiste parmi les instituteurs.

L'« Union Sacrée » fut proclamée dans un discours du Président Raymond Poincaré le 4 août 1914, juste après la déclaration de guerre. Ce discours, dans le contexte qui conduisait

inexorablement à la guerre, soutenait les idées nationalistes et de collaboration de classe malgré toute la propagande pacifiste des années précédentes. La nouvelle d'une guerre avec l'Allemagne était reçue avec une joie insolite, comme la perspective d'un soulagement après une attente interminable. À la Chambre des Députés, Édouard Vaillant, un Communard de 1871, et Albert de Mun, un officier de l'armée de Thiers qui détruisit la Commune de Paris, se serrèrent la main pour la première fois de leur carrière politique. Mais au milieu de cette hystérie de masse, une autre culture émergeait, une culture des insoumis qui élaboraient des tactiques pour s'opposer à la guerre. L'un des noyaux de cette force se trouvait parmi les instituteurs pacifistes, disposés à résister au militarisme qui se répandait du haut en bas de la société française. (17)

Très tôt, les chefs de la III^{ème} République avaient créé une législation pour rendre l'éducation laïque et obligatoire pour toute la nation. En 1914, il y avait environ 121.000 instituteurs en France qui s'étaient donnés comme but « de transformer des paysans en Français ». Quelques 3.000 d'entre eux étaient affiliés au syndicat fédéral anarcho-sindicaliste, la Confédération Générale du Travail (CGT), qui avait adopté comme stratégie de développer « la solidarité internationale » dans la classe ouvrière. Ces instituteurs cosmopolites enseignaient principalement dans les grands centres urbains. Ils étaient parmi les mieux informés et les plus critiques de la société française, et ils étaient organisés. Leur fédération des Instituteurs fut reconnue officiellement en 1905, et des syndicats locaux d'instituteurs commencèrent à se constituer et à s'affilier à la fédération nationale ; en 1914, il y avait 46 syndicats d'instituteurs rattachés à la Fédération Nationale des Instituteurs et des Institutrices (FNSI) et à la CGT. (18)

En 1912, les délégués de ces 46 syndicats se réunirent en congrès national de la FNSI dans la ville de Chambéry. Ils discutèrent des questions les plus fondamentales du jour avant de procéder à des votes : discrimination sexiste par des administrateurs d'écoles publiques, plus grande égalité financière dans le système scolaire, plus de démocratie sur le lieu de travail et justice politique. Mais la décision la plus explosive prise par ces instituteurs au Congrès de Chambéry fut leur vote, le 17 août, pour approuver le *Sou du Soldat*, initiative qui était déjà en vigueur à la Bourse du Travail. Ce vote de la FNSI fut dénoncé dans la presse populaire, comme *le Scandale de Chambéry*. (19)

Moins d'une semaine plus tard, le 23 août, le ministre de l'Éducation, M. Hau de Guist', annonça dans une circulaire officielle adressée à tous les préfets de France :

Il ne faut pas qu'une minorité turbulente continue plus longtemps à faire le jeu des ennemis de l'école, à jeter le discrédit le plus injuste sur son enseignement et, puisqu'il est maintenant avéré que les syndicats d'instituteurs deviennent des centres d'agitation politique, des foyers de désagrégation nationale, un gouvernement républicain, soucieux des intérêts de l'école républicaine, se doit à lui-même de les supprimer sans retard. L'intolérable ne peut être toléré.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, inviter le syndicat ou la section syndicale qui pourrait exister dans votre département à se dissoudre avant le 10 septembre prochain. Passé cette date, vous aurez à m'aviser de la décision des intéressés afin que le Gouvernement puisse prendre sans délai les mesures nécessaires. (20)

La réunion de Chambéry déclencha une campagne réactionnaire dans la presse nationaliste et militariste, dans laquelle les administrateurs de l'Éducation Nationale attaquèrent les instituteurs anarcho-syndicalistes et pacifistes. La presse socialiste, notamment Jean Jaurès dans *L'Humanité* et Léon Jouhaux dans *La Bataille syndicaliste* vinrent à leur défense :

Dans les écoles militaires, a écrit Jaurès en 1913, (règne) une discipline étouffante, une discipline de hiérarchie qui ne convient pas à former des esprits libres pour l'armée vraiment populaire d'une démocratie en mouvement. Dans ces écoles, le professeur est avant tout un chef, un supérieur Entre ses subordonnés et lui, il n'y a pas cette familiarité, cette liberté de causerie qui seules permettent l'éveil des idées. Jusque dans le travail de l'intelligence intervient une discipline mécanique, automatique, qui pèse toute la vie sur les habitudes de pensée. (21)

Quelques années auparavant, en 1905, Georges Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, avait défendu le droit des enseignants à rejoindre le mouvement ouvrier révolutionnaire : « Ce sont les instituteurs qui ont vraiment l'esprit de syndicalistes que nous aimons. Ce sont eux qui parlent ouvertement comme nous. Quel est le syndicaliste rouge qui n'ouvrirait pas ses rangs à de tels éléments ? » (22)

c. Le futur comme « probabilité » : les destins historiques dans l'économie politique.

Il ne manque pas de diagrammes, de graphiques et de tableaux pour calculer les pertes françaises pendant la première guerre mondiale. Plus de 1.310.000 Français perdirent la vie ou furent portés disparus sur le front, et 1.100.000 autres furent mutilés de manière permanente. Ajoutez à ces chiffres les milliers de civils qui souffrirent de malnutrition, de maladies telles la tuberculose et « la grippe espagnole » et d'autres épidémies provoquées par la guerre ; les démographes estiment à deux millions et demi les Français morts de la guerre ou de ses conséquences. Ces statistiques ont été affinées, classifiées et, ont généralement fourni beaucoup de matériaux pour les études sur la guerre. Elles nous indiquent qu'en 1914, il y avait 3 millions de jeunes hommes en France entre 20 et 30 ans, et que, parmi eux, 27 % ne sont jamais revenus de la guerre. La France est devenue un endroit malsain pour les hommes dont l'espérance de vie est tombée de 48,9 ans en 1914 à 39,5 ans en 1918. (23)

Les statisticiens nous apprennent que les différentes catégories professionnelles n'ont pas souffert également de la guerre. Tandis que les paysans « dociles et crédules » constituaient presque la moitié des morts de la guerre, en proportion les professions libérales se sont sacrifiées encore plus dans cette guerre --seulement 2.3% de la population masculine active travaillaient dans des professions libérales avant la guerre, et 5.5% de ce groupe n'est pas revenu. La classe ouvrière a perdu 7% de ses membres, moins que sa « part égale » pour l'Union Sacrée. Les conséquences économiques de la guerre ont été, elles aussi, bien analysées. En valeur internationale d'échange, le rapport entre le franc français et le dollar américain est passé de 5 : 1 en 1914, à 11 : 1 en 1919. Pour le mois d'avril 1920, le rapport de change avait atteint 17 : 1. (24)

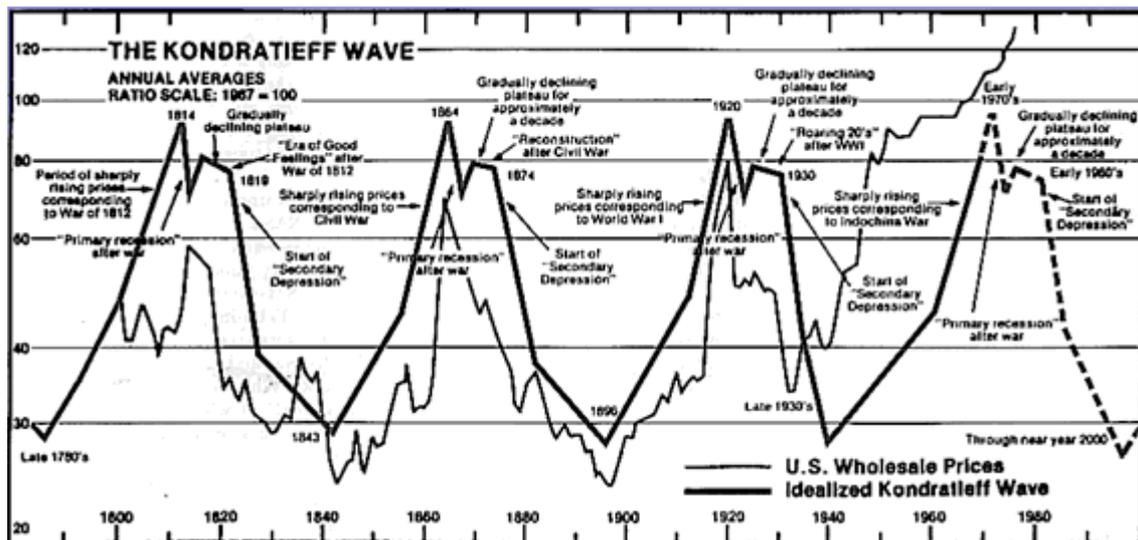
En France, l'image de l'inflation n'était pas moins dramatique. L'index du coût de la vie, basé sur le prix de détail de 45 produits courants, passa de 100 en 1914, à 147 en 1916, et le pouvoir d'achat individuel diminua de plus de 20% entre 1913 et 1921. L'index général de la production industrielle passa de 100 en 1913 à 57 en 1919, et à 55 en 1921. La France connaissait une crise économique quand une délégation dirigée par Viviani, obtint, en avril

1917, un prêt immédiat de 200 millions de dollars et qu'il lui fut promis une somme mensuelle de 160 millions de dollars à partir du mois de juillet. (25)

Comme d'habitude, ce n'était pas la « nation », mais plutôt ses citoyens, et parmi eux ceux des classes inférieures, qui souffrirent le plus. Tandis que le nombre de millionnaires français augmentait pendant la guerre, les pauvres perdirent leurs outils de travail, furent déplacés et affamés. Pendant le premier mois de la guerre, 52% des entreprises de la région parisienne avaient fermé et 600.000 parisiens étaient sans emploi. A la fin du mois d'août 1914, presque deux millions d'ouvriers étaient sans revenu en France, et ce chiffre n'inclut pas les familles des soldats mobilisés. Ces difficultés sont à comparer avec la vie des parisiens riches, telle la famille Pechiney, dont l'empire chimique se développa, passant d'une valeur de 10 à 80 millions de francs entre 1914 et 1917. Les investisseurs de la compagnie chimique de Saint-Gobain virent leur capital passer de trois millions et demi de francs en 1914 à plus de 22 millions en 1916. « Ils entrent dans la logique d'un système économique, » a écrit un économiste, « dans ce que la guerre est un moteur de progrès économique en même temps qu'elle est un moyen d'enrichissement. » Léon Jouhaux a également été impressionné par la croissance astronomique de certains secteurs de l'économie pendant la guerre. Il déclare, lors du congrès de la C.G.T. à Lyon en 1919 : « la révolution économique » (par là il voulait dire l'expansion économique) est jugée « supérieure [à la révolution socialiste] ; c'est pour ça que je veux travailler en coopération avec tout le monde.... » La promesse de s'enrichir fait partie de « la logique » du corporatisme, mais tout le monde n'approuve pas ce système, ni la maxime de Jouhaux selon laquelle « le devoir de la classe ouvrière est d'aider pour atteindre le maximum de la production, le but de chacun.... »(26)

L'idée d'un système économique soi-disant raisonnable et dépendant de la destruction va à l'encontre du bon sens. Un tel système doit sûrement être inhumain --à moins, naturellement, que l'on considère que les êtres humains sont nés avec un caractère mauvais, des pécheurs nés. Quelques scientifiques connus et moins connus, et certaines religions, ont fait beaucoup pour rendre populaire l'idée du péché originel, mais personne n'a encore prouvé que la guerre impériale soit un phénomène individuel, génétique, ou 'socio-biologique'. En revanche, l'évidence qui en attribue la responsabilité au système économique moderne --capitaliste- est tout simplement accablante.

Kondratieff Wave



Dans le diagramme ci-dessus la courbe de Kondratieff idéalisée est superposée sur les prix de gros réels aux USA depuis 1780. Le modèle du « K-Wave » est le suivant : (1) une période de 20-à-30 années de prospérité et de hausse de prix se terminant avec une guerre majeure (la période, par exemple, de 1843-64) ; (2) puis une période d'environ dix ans se composant d'un brève 'récession primaire' après la guerre, un rétablissement court, et puis un « plateau » lentement en baisse (par exemple le période 1864-74) ; et finalement (3) un long déclin dans la prospérité et les prix (« la dépression secondaire ») finissant avec une autre guerre (par exemple la guerre hispano-américaine de 1898). Kondratieff, qui a publié les résultats de ses recherches pour la première fois dans les années 20 (il est mort peu après, victime des purges de Staline), argue du fait que les guerres du « sommet » sont plus grandes et plus violentes que les guerres de « cuvette », qui sont, en revanche, plus petites, moins chères et qui aident le système à récupérer de son long déclin. (Les trois plus longues et plus mauvaises dépressions aux États-Unis sont survenues 8 à 10 ans après des crêtes, en 1825-29, 1874-79, et 1929-33, chacune suivie par une période de déflation.) Dans l'histoire de l'économie des États-Unis les guerres de « sommet » sont les guerres révolutionnaires et napoléoniennes (1789-1815), la guerre civile (1861-65), la première guerre mondiale (1914-1918), et la période d'escalade de la guerre du Vietnam (1965-74). Les guerres de « cuvette » sont la guerre mexicaine (1846-48), les guerres hispano-américaines et philippines (1898-1906), et la deuxième guerre mondiale (1941-45) –cette dernière est venue un peu plus tôt que le modèle le suggère strictement. Ce modèle suggère que la guerre est un composant essentiel du cycle économique à long terme sous le capitalisme d'état et le capitalisme privé. (27)

d. Le futur comme « possibilité » : Les stratégies et tactiques pacifistes à l'heure de la première guerre mondiale.

Aucun optimisme officiel ne pourrait cacher le fait que, dans le capitalisme, le chemin de la mobilité individuelle est étroit et opportuniste. Les conditions globales qui prévalaient en France pendant la première guerre mondiale ont fourni le contexte d'une révolte sociale. Ce fut une révolte contre la logique accablante de l'État corporatiste, contre la politique de l'« Union Sacrée », et elle a généré la politique de la lutte de classes, et la reconnaissance de la nécessité d'un discours non-nationaliste. La classe dominante en France avaient présenté ses intérêts propres comme les intérêts universels de l'humanité, seuls moyens raisonnables d'atteindre le progrès et le développement économique. (28)

Contrairement à la nouvelle majorité réformiste, le discours des militants syndicalistes s'est teinté d'une nouvelle tonalité d'urgence. En décembre 1918, Jouhaux a pu déclarer que « la C.G.T. ne doit pas vivre dans le passé, elle doit considérer ses actions à l'avenir, » mais à cette date, un très grand nombre d'instituteurs pacifistes avaient été victimes de la répression, celle-ci allant de la réprimande à l'emprisonnement. *Ce qu'il faut dire*, journal pacifiste édité par Sébastien Faure entre avril 1916 et décembre 1917, était une revue qui comptait beaucoup d'enseignants parmi ses abonnés et quelques uns parmi ses contributeurs. Elle a alerté ses lecteurs sur la répression existante en mai 1916 :

Quand, pendant des mois et des mois, les gens restent silencieux, quand ils cessent de parler comme de penser, quand ils acceptent de censurer leurs sensibilités critiques et de cesser d'utiliser leurs facultés d'observation, ces personnes souffrent de répression intellectuelle.

En réaction à la circulaire d'août du ministère exigeant la dissolution des syndicats d'instituteurs et de leur fédération nationale, la FNSI, Émile Glay a écrit dans un article publié dans *L'Humanité*, le 28 août 1912 :

M. Guist'hau ne peut pas, de son autorité, dissoudre les syndicats !
Les sections syndicales relèvent uniquement de la loi de 1901.

Dans *La Bataille syndicaliste*, le 29 août, André Chalopin, secrétaire du Syndicat de la Seine, commence une série d'articles quotidiens encourageant la résistance au décret du gouvernement qui dissout les syndicats d'instituteurs. Il a été fait écho de cet appel dans la presse locale. Dans le département du Maine-et-Loire, le journal local de la ville d'Angers, *L'Ouest*, publie une interview de Laiyet, secrétaire du syndicat, qui appelle les instituteurs à ne pas obéir à ce décret ministériel :

Je ne crois pas trop m'avancer en déclarant qu'ils (les camarades) ne voteront pas leur dissolution, c'est-à-dire leur propre mort....
Nous avons une tâche, nous n'y faillirons pas.

Au début du mois de septembre, les instituteurs pacifistes publient leur célèbre « Manifeste des instituteurs syndiqués » ; dont le texte entier paraîtra le 16 septembre dans *La Bataille syndicaliste* et aussi dans *L'Humanité* :

On a tant parlé de nous dans les journaux de toutes nuances depuis le fameux Congrès de Chambéry, on a accumulé de si grossières inexactitudes et de telles contradictions, que nous jugeons indispensable de mettre les choses au point. Une déclaration nette, loyale, sera de nature, espérons-le, à désarmer les personnes consciencieuses dont le jugement seul nous importe.

Le scandale public tournent autour de trois votes intervenus lors du Congrès de Chambéry :

1) Sou du Soldat :

Afin de maintenir les relations existantes entre les camarades syndiqués soldats et leur groupement; il est institué dans chaque syndicat une œuvre spéciale, dite Sou du Soldat, destinée à leur venir en aide moralement et pécuniairement.

Dans les Bourses du travail, où existe le Sou du Soldat, les syndicats devront adhérer à cette organisation.

2) Pour la C.G.T. :

Dès l'ouverture de sa séance publique, le Congrès des syndicats d'instituteurs adresse aux camarades ouvriers, groupés dans la C.G.T., l'expression de sa vive sympathie pour l'effort de libération et d'éducation qu'ils poursuivent. Les instituteurs suivent avec une attention passionnée la lutte quotidienne menée par la classe ouvrière pour améliorer son sort et défendre sa dignité : partageant ses angoisses et ses espoirs, ils sont fiers de militer dans ses rangs et se déclarent une fois de plus solidaires de tous les salariés unis sous le drapeau de la C.G.T.

3) Pour Rousset, président de la Fédération des Amicales :

La F.N.S.I. réunie en Congrès à Chambéry envoie son salut fraternel à l'héroïque Rousset ainsi qu'à toutes les victimes enfermées dans les geôles capitalistes et déclare approuver entièrement la généreuse campagne entreprise par le Comité de Défense sociale.

Le manifeste continue en déclarant que les instituteurs organisés ont le droit d'exprimer leur solidarité avec leurs collègues enrôlés dans le service de l'armée française.

Nous avons créé le 'Sou du Soldat' pour soutenir nos bulletins professionnels et quelques trop rares pièces de cinq francs à nos camarades sous les drapeaux. Il s'agissait d'une œuvre de solidarité, et non d'une manifestation antipatriotique, ni même antimilitariste. Nous le répétons, ce n'est nullement dans la crainte de prendre nos responsabilités, mais parce que nous voulons dire ce qui est vrai.

Sur la question du « patriotisme » le manifeste énonce sans équivoque les sentiments pacifistes des enseignants français :

Si être patriote, c'est vouloir une France toujours plus humaine et plus juste, eh bien, nous sommes résolument patriotes ! Mais notre patriotisme n'est pas fait de jactance, de fanfaronnade. Et nous pensons que dans les autres nations, il y a, comme chez nous, des hommes de bonne foi et d'esprit droit qui sont patriotes à notre façon ; il y a partout des ouvriers qui peinent, qui pâtissent, mais qui rêvent, comme les ouvriers français, d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière. Aussi sommes-nous résolument pacifistes : nous croyons tout proche le moment où les conflits internationaux se régleront sans effusion de sang, de par la volonté souveraine des peuples intéressés. Et nous ne saurions trop protester contre les excitations chauvines et les manœuvres de politiciens et de financiers qui risquent à chaque instant de provoquer un conflagration générale.

Vers la fin du manifeste se trouve un rapport assez long, mais explicite, qui lie les vues antimilitaristes aux expériences professionnelles :

Mais ces questions –Sou du Soldat, adresses de sympathie—n'ont pas empêché le Congrès des Syndicats d'instituteurs de se consacrer à l'étude des questions professionnelles qui figuraient à l'ordre du jour. Car, malgré nos traitements dérisoires –à peine cent francs par mois pour un grand nombre d'entre nous—nous aimons notre métier par-dessus tout. Et ce ne sont pas les criailleries des réactionnaires qui nous empêcheront de nous y consacrer corps et âme. Les enfants du peuple ont droit, tout comme les petits bourgeois, à un enseignement vivant et vrai : tous nos efforts tendent à le

leur donner.

Mais, encore une fois, nous ne pouvons être des éducateurs, au sens élevé du mot, que si notre liberté d'homme et de citoyen demeure entière. La phrase de Jean-Jacques Rousseau, dont nous avons fait notre devise, nous revient à la mémoire : « Souvenez-vous, disait-il, qu'avant d'oser entreprendre de former un homme, il faut s'être fait homme soi-même ». Nous avons voulu être des hommes et nous entendons être traités en hommes.

Voilà pourquoi –le seul prétexte invoqué pour nous poursuivre, l'antipatriotisme, étant d'ailleurs inexistant—nous n'avons pas à nous émouvoir de l'ordre ministériel de dissoudre nos Syndicat et Sections. (29)

Conclusion.

Mon odyssée intellectuelle dans l'histoire sociale a créé en moi une « double appartenance » aux États-Unis et à la France. La trajectoire de mon développement intellectuel m'a mené d'une société de racisme banal dans le sud du Texas, à la formation calviniste rigoureuse d'une petite université du nord du Texas, puis à un milieu socialiste révolutionnaire à l'Université de Wisconsin-Madison, où j'ai obtenu mon doctorat en 1976.

Quand j'ai étudié la première fois l'anarcho-syndicalisme parmi les instituteurs et les institutrices de France lors de la première guerre mondiale, j'ai cherché à établir des rapports entre les expériences antérieures de la nation française et les mouvements sociaux contemporains auxquels j'ai moi-même participé, en tant que jeune activiste habitant à Paris pendant la guerre du Vietnam, et en tant que membre du syndicat des enseignants à la Sorbonne Nouvelle, où j'étais lecteur tout en achevant ma thèse.

La culture cosmopolite dont j'étais imprégné lorsque j'habitais Paris pendant les années 1970 trouvait ses racines historiques dans les mouvements socialistes français d'autrefois, et particulièrement dans le mouvement anarcho-syndicaliste du début du XXe siècle. C'était une culture sophistiquée et exigeante qui persévérerait dans son travail pour promouvoir la justice politique et l'égalité économique par l'analyse des contextes historiques et des interventions stratégiques. Cette tradition démocratique demeure, à mon sens, une part importante de la culture politique française à ce jour.

Endnotes

1. "The Western Front: A World War One Summary," dans *The War Times Journal*, 15 June 2006, <http://www.richtofen.com/ww1sum/>, consulté le 15 juin 2006. Voir aussi, Gabriel Kolko, *Century of War, Politics, Conflicts, and Society Since 1914* (New York: The New Press, 1994), pp.102-105. Selon Jean-Pierre Guéno, « Sur 8 millions de mobilisés entre 1914 et 1918, plus de deux millions de jeunes gens ne revirent jamais le clocher de leur village natal. ... Plus de 4 millions d'hommes ne survécurent qu'après avoir subi de graves blessures, le corps cassé, coupé, marqué, mordu, la chair abimée, quand ils n'étaient pas gravement mutilés. Les autres s'en sortirent en apparence indemnes : Il leur restait le souvenir de l'horreur vécue pendant plus de 50 mois, la mémoire du sang, de l'odeur des cadavres pourrissants, de l'éclatement des obus, de la boue fétide, de la vermine, le rictus obscène de la mort. Il leur restait la griffe systématique et récurrente du cauchemar pour le restant de leurs jours et avec elle le cri angoissé parce que sans l'appel de leur mère. Il leur restait la force des mots qui évoquaient des images dont ils n'oublieraient jamais l'horreur :

Galipoli, Verdun, le Chemin des Dames, Arlon-Virton, le moulin de Lafaux, la Somme, Ypres, Péronne, Montmirail, Douaumont, le fort de Vaux.... » Jean-Pierre Guéno et Yves Laplume, eds, *Paroles de Poilus, lettres et carnet du front (1914-1918)* ; Paris : Librio, 1998, pp. 6-7.

Le phénomène psychologique de l'espoir et de la culpabilité de la part des survivants après la guerre est discuté par Jean-Yves Le Naour dans son livre, *Le soldat inconnu vivant* : La photographie d'un soldat amnésique fut publiée dans les grands journaux nationaux et régionaux au mois de février 1922. « En quelques semaines, des dizaines de parents affirment reconnaître en 'l'amnésique de Rodez' leur fils, mari, ou frère disparu au feu et dont la mort n'a jamais été officiellement confirmée. Près de trois cents personnes, au total, demanderont des informations sur sa personne, et si la plupart se déjugeront, sur photographie ou après l'avoir rencontré à l'asile départemental de l'Aveyron, une vingtaine de familles le reconnaîtront formellement au point de s'opposer en justice, dans un procès interminable au cours duquel les expertises se succéderont jusqu'à la mort de l'inconnu. . . . Ce qui pourrait passer pour un fait divers n'en est pas un : de 1914 à 1918 ; ce sont plus de 250.000 soldats qui se sont ainsi volatilisés sans laisser trace autre qu'un avis de disparition ; autant de familles plongées dans le silence et dont le deuil est rendu impossible par l'absence de corps et de certitude. Après l'armistice et le retour des prisonniers parmi lesquels les familles de disparus espéraient bien retrouver leurs parents maintenus au secret dans quelque forteresse allemande, les plus raisonnables ont pu se résoudre à accepter la mort comme définitive. »

Source : Jean-Yves Le Naour, *Le Soldat Inconnu Vivant* (Paris : Hachette, 2002), p.8.

2. Jacques Nobécourt, *Une Histoire politique de l'armée, de Pétain à Pétain : 1919-1942*, tome I (Paris : Éditions du Seuil, 1967), pp.18-19. Par comparaison, selon Nobécourt, avec la perte de 17,6 % des mobilisés français, la proportion des pertes par mobilisés d'autres armées est le suivant : Royaume-Unis 13% ; Italie 13,4 % ; Allemagne 15,1% ; États-Unis 1,6% ; Serbie 36,2%.

Par rapport à la population masculine active : Royaume-Uni 5,1% ; Allemagne 9,8% ; Italie 6,2% ; États-Unis 0,2%.

Et par habitants : Royaume-Unis 1 sur 66 ; Italie 1 sur 79 ; États-Unis 1 sur 2 000 ; Allemagne 1 sur 35.

3. Louis Bouët, *Trente Ans de Combat syndicaliste et pacifiste* (Blainville-sur-mer: L' Amité par le livre, nd), pp.49-60.

4. *La Marseillaise*, l'hymne national française, fut composé en un jour, le 24 avril 1792, par Claude-Joseph Rouget de Lisle, capitaine du corps des ingénieurs de l'armée française et amateur de musique, stationné à Strasbourg en 1792. Le titre original était *Chant de guerre de l'armée du Rhin*, mais très tôt l'hymne devint connu comme La Marseillaise à cause de sa popularité parmi les soldats de l'armée de volontaires de Marseille. La Convention l'accepte comme l'hymne national de France dans un décret publié le 14 juillet 1795. *La Marseillaise* fut interdite par Napoléon pendant l'Empire, et également par le roi Louis XVIII pendant la Restauration (1815), à cause de ses associations révolutionnaires. Autorisée après la Révolution de juillet 1830, elle fut encore interdite par Napoléon III et réintroduite en 1879.

5. Gordon Wright, *France in Modern Times* (New York: W.W. Norton & Co., 1995), pp.72-73.

6. A. J. P. Taylor, *The First World War, an illustrated history* (New York: Putnam's Sons, 1980), p.177. Voir, aussi, "The Western Front, a World War I Summary" dans *The War Times Journal* à <http://www.richthofen.com/ww1sum/>, consulté le 20 août 2006.
7. Ces trois jours de combats dans le mois de septembre 1914 produiront plus d'un demi million de victimes -morts et blessés- dont à peu près 250.000 étaient français (environ 80.000 tués directement sur le champs de bataille). Il y eut environ 13.000 Anglais parmi les morts et blessés dont 1.700 tués directement sur le champ de bataille. Le nombre des Allemands tués durant ces trois jours s'élève à peu près à 250.000, également.
Pierre Miguel *La bataille de la Marne* (Paris : Librairie Académique, Perrin, 2004). Voir aussi, John P. McKay, et al., *A History of World Societies*, vol. II (New York, Houghton Mifflin Co., 1988).
8. Taylor, op. cit., p. 122. « La Bataille de Verdun », selon Pierre Miguel, « n'a pas d'équivalent dans le Première Guerre mondiale ». Dans neuf mois, entre 21 février et 24 octobre 1916, une demi-million des victimes franco-allemandes dans un terrain pas plus grand que 25 kilomètres carrés. « Verdun ... par la densité des morts tombés sur un périmètre restreint, il est sans doute le premier lieu d'extermination de l'Europe modern dans une Guerre devenue industrielle et terroriste ». Pierre Miguel, *Mourir à Verdun*, Paris : Éditions Tallandier, 1995, pp.7 et 9.
9. Pierre Miguel, *Le Chemin des Dames*, Paris: Librairie Académique; Perrin, 1997, p. 13.
10. Taylor, op. cit., pp.123-126.
11. *Ibid.* p.140.
12. "Battle of Verdun," op. cit.
13. Wright, op .cit., pp.303-304.
14. Taylor op. cit, pp.158-166.
15. Taylor, op. cit., p.177. Le film américain de Stanley Kubrick, *Les sentiers de la gloire*, dépeint la scène historique des mutineries au front dans l'armée française en 1917, comme l'a fait Jean Renoir en 1938 dans *La Grande Illusion*.
16. Plus de 100.000 soldats français sont passés en conseil de guerre pendant la première guerre mondiale, dont 23.000 furent jugés coupables et 432 reçurent la peine de mort. Entre-temps, le Général Pétain prit la précaution nécessaire pour rétablir l'ordre de doubler le nombre de congés et d'améliorer la qualité de la nourriture pour les soldats. Surtout il communiqua le message qu'il n'y aurait plus de grandes offensives. Sa tactique à partir de mai 1917 était d'attendre « les Américains et les chars ». Voir Taylor, op. cit., p.176 et Wright, op. cit. p.304. Voir aussi l'article publié par la BBC le 16 août 2006 sur Internet, « Shot at dawn, Pardoned 90 Years On », le ministre britannique de la guerre, M. Des Browne, proclamait que plus de 300 soldats britanniques qui furent exécutés pendant la première guerre mondiale pour insubordination allaient recevoir le pardon officiel du gouvernement. « BBC News », <http://news.bbc.co.uk/1/hi/england/4798025.stm>, consulté le 26 août 2006.

17. Wright, op. cit., p.302
18. Francis Feeley, *Rebels with Causes, a study of revolutionary syndicalist culture among the French Primary School Teachers between 1880 and 1919* (New York, Peter Lang, 1989), p.2.
19. Bouët, op. cit., p.152.
20. *Ibid.*, p.153.
21. Maurice Dommanget, *Les Grands Socialistes et L'Education* (Paris, Librairie Armand Colin, 1970), p.443.
22. Feeley, op. cit., p.9.
23. *Ibid.*, p.170.
24. *Ibid.*
25. *Ibid.*, p.170-171.
26. *Ibid.*, p.171.
27. Anthony Wilden, *The Rules Are No Game, The Strategy of Communication* (New York : Routledge & Kegan Paul, 1987), p.34-35. Ce texte est une traduction en français d'un extrait d'une discussion de *la courbe de Kondratieff* dans le livre de Wilden dont l'original est disponible dans le Bulletin N°228, publié le 9 avril 2006 par CEIMSA à <http://dimension.ucsd.edu/CEIMSA-IN-EXILE/archives/>.
28. Feeley, op. cit., p. 170.
29. Toutes les citations dans la section (d) « Le futur comme 'possibilité' » viennent de Bouët, op. cit., pp.149-170.